

CANADA >>> Améliorer les données sur la violence basée sur le genre

La violence basée sur le genre (VBG) est omniprésente : les données montrent qu'environ 35 % des femmes dans le monde ont subi des violences de la part d'un partenaire intime et/ou des violences sexuelles de la part de quelqu'un d'autre au cours de leur vie. Selon les déclarations des femmes au sujet de leur sentiment de sécurité dans l'espace public, une femme sur trois ne se sentait pas en sécurité en se promenant la nuit en 2022.

Si de nombreux pays ont été en mesure de produire un taux de prévalence national, peu d'entre eux ont réussi à le traduire en une collecte de données plus nuancée et axée sur les politiques publiques. Le Canada s'est engagé de manière significative à collecter des données en vue de mener une action fondée sur des preuves, montrant ainsi que les obstacles techniques au féminisme des données peuvent être surmontés grâce à une volonté politique et à un financement ciblé.

Plaidoyer pour faire de la VBG une priorité nationale

L'attention portée par le gouvernement canadien à la VBG est le fruit de nombreuses années de plaidoyer et d'engagement de la part d'activistes féministes, qui n'ont cessé de souligner l'urgence de la lutte contre la VBG et l'importance de disposer de meilleures données pour y parvenir. Hébergement Femmes Canada, une coalition de lutte contre la VBG, réclame un plan d'action national (PAN) sur la VBG depuis 2013, en s'appuyant sur les lignes directrices des Nations Unies, en insistant notamment sur la nécessité de « collecte et de diffusion régulières de données statistiques complètes ».

En 2017, le Canada a lancé sa première stratégie fédérale pour mettre fin à la VBG et le département Femmes et Égalité des Genres Canada (FEGC) est devenu un ministère officiel du gouvernement en 2018. En 2021, FEGC a chargé Hébergement Femmes Canada d'élaborer une feuille de route pour le PAN, en finançant le processus de consultation. La feuille de route a été élaborée en seulement trois mois par la coalition Hébergement Femmes Canada. Elle comprend 100 recommandations et un guide de mise en œuvre étape par étape. Le PAN décennal du gouvernement pour mettre fin à la VBG a été publié par FEGC en novembre 2022.

Priorité aux données

La stratégie fédérale du Canada contre la VBG – et le plan de FEGC qui en découle – met l'accent sur la recherche et la collecte de données, avec une allocation budgétaire correspondante de 30,1 millions de dollars canadiens sur cinq ans (14 % du total). Compte tenu de la sous-déclaration chronique de la VBG et de la nécessité de disposer de données sur les formes de violence qui n'atteignent pas les seuils criminels, les investissements dans les données d'enquête ont été jugés essentiels pour compléter les données administratives.

FEGC a collaboré avec Statistique Canada pour élaborer trois enquêtes auprès de la population : l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés de 2018, l'Enquête sur la sécurité individuelle au sein de la population étudiante postsecondaire de 2019

« Tout cela nous ramène aux mouvements féministes. C'est pourquoi FEGC est un ministère, et c'est pourquoi [il a] des millions de dollars. »

— Anonyme

et l'Enquête sur les inconduites sexuelles au travail de 2020. Alors que les enquêtes précédentes sur la victimisation se limitaient aux actes criminels récents, ces enquêtes cherchent à « mesurer l'ensemble du continuum de la violence sexiste et sexuelle, en incluant les expériences de victimisation violente au cours de la vie, leurs expériences à l'égard des comportements sexuels non désirés et la victimisation en ligne ».

La collecte de données visait à combler les lacunes en matière de soutien à divers groupes de population, en tenant compte du statut autochtone, de l'identité sexuelle et de genre, du lieu de résidence dans les communautés du nord, rurales et éloignées, du handicap, du statut de migrant/réfugié et de l'âge. Ces enquêtes, qui ont nécessité un investissement initial de 17,1 millions de dollars canadiens, ont permis de combler d'importantes lacunes, notamment en fournissant pour la première fois des données représentatives au niveau national sur les personnes transgenres et de genres divers au Canada. Statistique Canada a l'intention d'effectuer ces enquêtes tous les cinq ans.

Un apprentissage et une collaboration continus entre la société civile féministe et le gouvernement

FEGC cherche à s'assurer que les experts et expertes, les prestataires de services et les personnes survivantes de la VBG éclairent ses activités, même si les organisations féministes signalent que ce n'est pas le cas au niveau infranational. Si elles saluent l'adoption du Plan d'action national (PAN) sur la VBG, les organisations féministes, notamment Hébergement Femmes Canada, continuent de jouer un rôle essentiel en soulignant les défis qui restent à relever et en appelant à une plus grande clarté dans le suivi et la responsabilité.

« Certaines populations seront toujours exclues de nos enquêtes en raison de leurs conditions de vie ou de leurs aptitudes linguistiques [...]. De mon point de vue, c'est la raison pour laquelle nous devons vraiment nous appuyer sur des études qualitatives. »

— Anonyme

Elles considèrent, par exemple, que l'utilisation des ménages comme base d'échantillonnage exclut des enquêtes les personnes vivant dans des institutions, des refuges ou d'autres logements collectifs. Hébergement Femmes Canada souligne la nécessité de réaliser d'autres formes de collecte : « des données qui vont au-delà des chiffres désagrégés, qui appliquent un prisme intersectionnel, qui sont collectées de manière inclusive, qui honorent les réalités vécues et qui vont au-delà des méthodologies traditionnelles, étroites et axées sur les chiffres ; [...] pas seulement des résultats de sondages ».

En réponse à ces éléments, le gouvernement canadien cherche de plus en plus à financer des études qualitatives sur la VBG. Si les mouvements féministes ont joué un rôle essentiel dans l'élaboration des stratégies gouvernementales de prévention et de lutte contre la VBG, leur travail n'est pas terminé. Ils maintiennent actuellement la pression pour exiger un engagement et des actions régulières, intersectionnelles, qui tiennent compte des traumatismes et qui soient capables de saisir toutes les nuances des expériences de violence basée sur le genre vécues au sein des divers groupes de la population.

Leur mobilisation continue est cruciale pour soutenir le gouvernement et l'inciter à répondre aux besoins changeants des personnes touchées par la violence basée sur le genre et pour garantir que le plaidoyer et la mise en œuvre des politiques publiques se conjuguent pour apporter un changement significatif dans la lutte contre la violence basée sur le genre.